



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Pôle Carrières et Matériaux

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 7 août 2025

Unité Inter-Départementale Anjou-Maine
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BOUYER LEROUX SA

L'Etablère
49280 La Séguinière

Références : 2025-336_INSP_RAP_SB_BOUYER LEROUX - La Touche-La Brétinière
Code AIOT : 0006307954

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2025 dans l'établissement BOUYER LEROUX SA implanté La Touche-La Brétinière ST GERMAIN SUR MOINE 49450 Sèvremoine. L'inspection a été annoncée le 21/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOUYER LEROUX SA
- La Touche-La Brétinière ST GERMAIN SUR MOINE 49450 Sèvremoine
- Code AIOT : 0006307954
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une carrière d'argile dont l'exploitation est autorisée par un arrêté préfectoral du 27 avril 2016 pour une durée de 23 ans. La carrière a une emprise globale d'environ 29,6 ha et une production maximale autorisée de 205 000 tonnes par an. L'extraction est effectuée par campagnes avec des engins mécaniques.

L'exploitant a porté à la connaissance du préfet une demande de modifications des conditions d'exploitation qui informe des conditions d'admission des déchets inertes (remblais) dans l'installation. Elle est en cours d'instruction.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 27/04/2016, article 1.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
2	Production autorisée	Arrêté Préfectoral du 27/04/2016, article 1.2.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Localisation des installations	Arrêté Préfectoral du 27/04/2016, article 1.2.3.3 et 2.3.2	Demande d'action corrective	3 mois
4	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 27/04/2016, article 1.5.1 et article 1.5.6	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 27/04/2016, article 2.2.1	Demande d'action corrective	8 mois
6	Interdiction d'accès	Arrêté Préfectoral du 27/04/2016, article 2.3.1	Demande d'action corrective	3 mois
8	Trafic - Circulation des engins et véhicules	Arrêté Préfectoral du 27/04/2016, article 2.4.3	Demande d'action corrective	2 mois
9	Plans	Arrêté Préfectoral du 27/04/2016, article 2.4.5	Demande d'action corrective	2 mois
11	Remblayage - Procédure d'acceptation préalable	Arrêté Préfectoral du 27/04/2016, article 2.5.2.1.2 et Article 2.5.2.1.3	Demande d'action corrective	2 mois
13	Remblayage - Accusé d'acceptation-Registre	Arrêté Préfectoral du 27/04/2016, article 2.5.2.1.5 et article 2.5.2.1.6 et Article R541-43-1 du Code de l'environnement	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
15	Surveillance des eaux	Arrêté Préfectoral du 27/04/2016, article 3.2.6.1 et 3.2.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
16	Surveillance des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 27/04/2016, article 3.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/04/2016, article 2.4.2	Sans objet
10	Remblayage - Déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 27/04/2016, article 2.5.2.1.1 §II	Sans objet
12	Remblayage - Contrôles admission	Arrêté Préfectoral du 27/04/2016, article 2.5.2.1.4	Sans objet
14	Point de rejet des eaux	Arrêté Préfectoral du 27/04/2016, article 3.2.4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion des apports de déchets inertes sur le site est gérée à distance et totalement sous-traitée à un tiers (à la société Carrière des 4 Étalons). Les dispositions nécessaires à cette gestion à distance ont été mises en œuvre sur le site.

De multiples points de contrôles, détaillés dans le rapport, nécessitent des actions correctives ou des justificatifs de la part de l'exploitant (gestion/traitement et surveillance/qualité des eaux, phasage et garanties financières, positionnement du stock d'argile, signalétique et accès au site, traçabilité des apports de déchets).

Certains constats pourraient conduire l'exploitant à faire des demandes de régularisation au travers d'un nouveau dossier de porter à connaissance (traitement des eaux, phasage,...).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2016, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative			
Prescription contrôlée :			
Les activités autorisées relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :			
Rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime
2510.1	1- Exploitation de carrière	Emprise du site : 29 ha 59 a 92 ca Production annuelle : - maximum : 205 000 t -moyenne : 135 000 t	A
2517.1	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 1. supérieure à 30 000 m ²	Superficie de l'ordre de 30 100 m ²	A
<p>A : Autorisation ;</p> <p>Les installations comportent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des engins (pelle, chargeuse, tombereaux) ; • un stockage pour l'homogénéisation des matériaux extraits ; • du matériel de pompage ; • un bassin de décantation des eaux avant rejet vers le milieu naturel ; • une plate-forme dédiée au déchargement des apports extérieurs de matériaux inertes (créée préalablement à leur accueil sur le site). 			
Constats :			
<p>Il n'y a pas d'évolution concernant la rubrique principale 2510. La rubrique 2517 a évolué suite à des modifications de la nomenclature des installations classées supprimant le régime de l'autorisation. L'installation relève aujourd'hui du régime de l'enregistrement sous la rubrique 2517-1.</p> <p>L'exploitant a communiqué un porter à connaissance au préfet le 12 juin 2025 concernant une modification des conditions d'exploitation, relative aux conditions d'accueil des déchets inertes (remblais) sur le site. Ce document expose les modalités d'acceptation et d'accueil et précise que l'exploitant sous-traite cette activité à un tiers, à la société Carrière des 4 Étalons et fait l'objet d'une instruction distincte de ce rapport.</p> <p>Il a néanmoins été constaté qu'un panneau implanté à l'entrée du site indique « Nivet » (nom du groupe dont fait partie la Carrière des 4 Étalons) suivi de « Bienvenue , ISDI de la Touche ».</p>			

L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant qu'il ne dispose pas d'autorisation d'exploiter une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) sur son site. L'autorisation d'exploiter permet uniquement l'accueil de certains déchets inertes sur le site, dans le cadre de la remise en état de la carrière, qui est une activité entrant dans le champ de la rubrique 2510-1. L'exploitant ne dispose pas d'autorisation d'exploiter une ISDI dont le classement relève de la rubrique 2760-3 sous le régime de l'enregistrement.

En marge du classement des installations classées (ICPE), l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de faire le point sur les opérations prévues dans l'établissement, dans le cadre de l'exploitation des installations classées qui relèvent du régime de l'autorisation prévu aux articles L. 214-1 à L. 214-3 du Code de l'environnement (rubriques dites IOTA). Au regard de ces éléments, l'exploitant pourra solliciter le bénéfice de l'antériorité au préfet, pour les rubriques déjà couvertes de fait par son autorisation d'exploiter.

L'exploitant a évoqué l'utilisation de floculants sur le site depuis 2023 pour accélérer le traitement (la décantation) des eaux rejetées préalablement aux campagnes d'extraction. Ceci n'a pas été constaté in-situ, la campagne d'extraction est terminée pour 2025. La présence de 2 bassins de décantation au lieu d'un seul a néanmoins été constatée.

Après vérification post-inspection, pour ce site l'inspection des installations classées, n'a pas identifié que l'exploitant a porté à connaissance du préfet, de demande relative à l'utilisation de floculants.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit porter à la connaissance du préfet les modifications qu'il envisage (utilisation de floculants, exploitation d'une ISDI par exemple) et disposer de l'autorisation préalablement à leurs mises en œuvre.

A défaut de régularisation relative à l'exploitation d'une ISDI sur le site, le panneau comportant cette mention, présent à l'entrée du site doit être modifié.

L'exploitant doit faire le point sur les opérations prévues dans l'établissement, dans le cadre de l'exploitation des installations classées qui relèvent du régime de l'autorisation prévu aux articles L.214-1 à L. 214-3 du Code de l'environnement (rubriques dites IOTA). L'exploitant doit solliciter, avec les éléments d'appréciation ad'hoc (masses d'eau concernées, volumes, etc), le bénéfice de l'antériorité au préfet, pour les rubriques déjà couvertes de fait par son autorisation ICPE d'exploiter.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Production autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2016, article 1.2.3.2

Thème(s) : Situation administrative, Production autorisée

Prescription contrôlée :

La production maximale annuelle de la carrière ne peut dépasser 205 000 t (matériaux extraits).

La production moyenne annuelle est de 135 000 t.

Le tonnage total de produits à extraire est de l'ordre de 2,8 millions de tonnes.

Les quantités de matériaux entrant et sortant de la carrière sont comptabilisées.

Constats :

L'activité d'extraction est effectuée lors de campagnes ponctuelles, en principe tous les 2 ans. Les argiles extraites sont entreposées en mille feuilles sur le site puis expédiées au fil des besoins vers la briqueterie.

Selon l'exploitant, le gisement présent est moins important que prévu. Le cubage du mille feuilles d'argiles est fait régulièrement (ainsi que l'actualisation du plan d'exploitation) au moins une fois

par an et permet de connaître la quantité d'argiles extraites. L'exploitant n'avait pas le tonnage extrait en 2025 à disposition lors de l'inspection.

Il n'y a pas eu d'extraction en 2024 et selon les déclarations GEREPA antérieures, l'extraction de 2023 a portée sur 155 536 t, celle de 2022 était nulle et celle de 2021 de 88 594 t. Sur ces années, la production maximale annuelle de la carrière est conforme ainsi que la production moyenne.

Selon la déclaration GEREPA faite en 2025, au 31/12/2024 la réserve de gisement autorisé qu'il reste à extraire est de 2 439 234 t sur les 2,8 millions de tonnes autorisés au total sur la durée d'extraction autorisée.

Cette indication n'apparaît pas cohérente d'autant qu'il ne reste à peu près qu'un tiers de la surface d'extraction de disponible sur le site. L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de faire un bilan des productions annuelles (tonnage de matériaux extraits) depuis le début de l'autorisation d'exploiter.

Les quantités de matériaux entrant et sortant de la carrière sont comptabilisées. Un pont bascule est présent et comptabilise les apports de remblais. Le nombre de camions transportant des argiles vers la briqueterie est comptabilisé et enregistré (fichier Charroi d'argiles) par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, un bilan des productions annuelles (tonnage de matériaux extraits) depuis le début de l'autorisation d'exploiter et le cas échéant, une ré-évaluation de la quantité de gisement restant sur le site autorisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Localisation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2016, article 1.2.3.3 et 2.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des installations

Prescription contrôlée :

Article 1.2.3.3 Emplacement des installations de stockage de matériaux extraits

Le stockage des matériaux extraits pour homogénéisation est implanté à plus de 150 m des habitations du lieu-dit « La Touche » et à plus de 350 m de l'élevage situé au lieu-dit « La Brétinière ».

Article 2.3.2 Distances limites et zones de protection

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette distance est portée à 40 m en face la parcelle cadastrée section ZD n° 11 voisine de l'exploitation et à 15 m de la limite d'emprise proche de la RD n°63. Une bande de 10 m est également conservée par rapport à la zone humide située à l'Ouest de l'exploitation.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

L'excavation peut-être réalisée uniquement dans le périmètre prévu par la demande d'autorisation d'exploiter susvisée.

Constats :

Le stockage des matériaux extraits (mille feuilles) est implanté à plus de 150 m des habitations du lieu-dit « La Touche » et à moins de 350 m de l'élevage (bâtiments avicoles) situé au lieu-dit « La Brétinière ». Selon le plan d'exploitation du site du 01/04/2025, le stockage se situe au plus près à

environ 275 m des bâtiments d'élevage de la Brétinière, ce qui ne satisfait donc pas à l'autorisation d'exploiter. L'exploitant a indiqué que l'activité d'élevage envisagée à la Brétinière aurait évolué depuis la délivrance de l'autorisation d'exploiter.

Les bords des excavations respectent les distances d'éloignement prescrites selon les secteurs (10 m, 15 m et 40 m) des limites du périmètre de l'autorisation et de la clôture.

Au niveau des secteurs parcourus lors de l'inspection, il n'a pas été identifié de secteur effondré ou instable.

L'excavation est réalisée dans le périmètre prévu par la demande d'autorisation d'exploiter.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se mettre en conformité concernant la distance d'éloignement du stockage d'argiles. Le cas échéant, il doit porter à la connaissance du préfet les éléments pertinents d'appréciation qui justifient que la distance de 350 m prescrite peut-être réduite (notamment en termes d'impacts sur l'élevage avicole voisin).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2016, article 1.5.1 et article 1.5.6

Thème(s) : Autre, Garanties financières

Prescription contrôlée :

1.5.1

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état maximale du site.

Ces garanties financières, qui n'ont pas vocation à indemniser les tiers qui auraient été victimes des activités exercées dans l'établissement, font l'objet d'un document attestant de la constitution de garanties financières sur la base d'un engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une entreprise d'assurance ou d'une société de caution mutuelle.

1.5.6

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

Constats :

L'exploitant dispose d'un acte de cautionnement valide jusqu'au 30/04/2026 qui devra néanmoins être actualisé au regard des constats du point de contrôle n°8 car le montant de cet acte est sous évalué.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Vu les constats figurant au point de contrôle n°8, l'exploitant doit actualiser ses garanties financières en application de l'article 1.5.6 de son autorisation d'exploiter qui le prévoit dès lors qu'un changement des conditions d'exploitation conduit à une modification du montant des garanties financières.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2016, article 2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Intégration dans le paysage
Prescription contrôlée : Les divers aménagements (notamment des merlons, clôtures périphériques, portails, émissaire de rejet) sont réalisés avec le soin nécessaire à leur bonne intégration dans l'environnement. Ils sont maintenus en bon état de propreté. Il en est de même pour les installations de stockage de matériaux extraits citées à l'article 1.2.3.3 et les dépôts de matériaux inertes apportés. Un merlon végétalisé de 3 m de hauteur est réalisé en périphérie au Sud, à l'Est et au Nord du site. Ce merlon est mis en place en priorité pour masquer le secteur en exploitation depuis la RD63 et depuis La Touche puis il est progressivement prolongé, à l'avancement de l'exploitation. [...] Un boisement est réalisé pour la préservation de l'élevage voisin sur la bande de 40 m prévue à l'article 2.3.2 durant la première période favorable suivant la notification du présent arrêté préfectoral. Au regard des habitations les plus proches, les merlons ne sont démantelés que lors de la remise en état finale de l'exploitation. Le stockage de matériaux extraits est réalisé sur une hauteur n'excédant pas 7 m de façon à ne pas constituer de point d'appel visuel depuis les voies publiques de circulation.
Constats : Les aménagements faits assurent une bonne intégration dans l'environnement et sont en bon état de propreté (idem pour le stockage de matériaux extraits et de dépôts d'inertes apportés). Un merlon végétalisé de l'ordre de 3 m de haut est présent en périphérie le long de la RD63 et en regard de l'exploitation au nord-ouest et au sud-est en regard de La Touche. Un boisement a été fait sur la bande de 40 m mais, il est peu vivace et à refaire en partie en raison de la mortalité de bon nombre de plans. Le stockage d'argiles extraites a une hauteur de l'ordre de 7 m au plus par rapport aux terrains périphériques nord-est.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit compléter le boisement fait compte tenu de la mortalité de certains plans.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 8 mois

N° 6 : Interdiction d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2016, article 2.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Interdiction d'accès
Prescription contrôlée : La voie d'accès est équipée d'un portail tenu fermé dont l'ouverture est uniquement réservée aux personnes autorisées. Excepté l'exploitant, les personnes autorisées par celui-ci à apporter des matériaux inertes, peuvent entrer sur le site uniquement pendant la plage horaire 7h00/18h00 du lundi au vendredi en dehors des samedis, dimanches et jours fériés. En dehors des heures ouvrées, l'accès aux installations est strictement interdit. Il est interdit de laisser à des tiers l'utilisation même partielle du site avant le terme de l'exploitation. Le libre accès de l'exploitation au public est interdit. Une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent est mis en place autour des zones dangereuses, notamment de l'excavation et

du bassin de décantation.

La clôture et le portail prévus à l'article 2.1.6 du présent arrêté sont solides, efficaces et régulièrement entretenus.

Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, au niveau du périmètre clôturé.

L'accès aux zones à risque de noyade est limité par la présence de clôtures ou a minima au moyen d'obstacles matériels et signalé par des panneaux visibles de nuit. Des bouées ou gilets de sauvetage adaptés, aisément accessibles et signalés sont présents dans la carrière.

En tête de fronts et de talus, des dispositifs de protection sont mis en place afin de les sécuriser. Sur la plate-forme de déchargement des déchets inertes (aire de dépôt) des dispositifs sont également mis en place afin d'éviter tout déchargement directement dans la fosse à remblayer.

Constats :

La voie d'accès est équipée d'un portail fermé en fin de journée et ouvert le matin. A l'arrière de ce dernier, sur le site, des barrières amovibles sont présentes ainsi que de petits talus en briques cassées qui interdisent l'accès de véhicules (à 4 roues). L'inspection des installations a noté que le portail est ouvert durant la pause méridienne. Lorsque le portail est ouvert, les dispositions en place n'interdisent pas complètement le passage physique de piétons ou de 2 roues bien que la signalétique précise clairement l'interdiction d'accès.

La clôture périphérique au site (principalement de barbelés) fait office de clôture y compris pour les zones dangereuses.

Des pancartes indiquant le danger sont apposées sur le site près de l'excavation, il n'en a toutefois pas été vues au niveau du périmètre clôturé parcouru.

Des merlons sont présents autour des secteurs excavés (en cours et à remblayer). Les déchargements se font sur la plateforme et non directement dans la fosse à remblayer, séparée par le merlon. La présence d'au moins deux bouées accessibles a été constatée sur le secteur parcouru (non exhaustif de l'ensemble du site).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit renforcer les dispositions au niveau de l'accès pour limiter davantage la possibilité d'accès à des piétons ou 2 roues lorsque le portail est ouvert.

L'exploitant doit justifier que des pancartes indiquant le danger sont apposées au niveau du périmètre clôturé du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2016, article 2.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation

Prescription contrôlée :

Article 2.4.2.1 Organisation de l'extraction

L'exploitation est réalisée en 4 phases de 5 ans et une de 3 ans conformément aux plans de phasage d'exploitation et de réaménagement du site annexés au présent arrêté.

Les horaires normaux d'activité sont de 5h00 à 22h00 du lundi au vendredi et 5h00 à 21h00 le samedi (hors jours fériés).

À l'exception des opérations d'entretien ou de maintenance, l'activité est interdite les dimanches et jours fériés, avant 5h00 et après 22h00 du lundi au vendredi et avant 5h00 et après 21h00 le samedi.

L'extraction est réalisée en fouille à ciel ouvert, maintenue sèche par pompage, au moyen d'engins

mécaniques.

Article 2.4.2.2 Épaisseur et profondeur d'extraction

L'épaisseur moyenne d'extraction est de 7 mètres environ et la cote minimale d'exploitation est de + 90 m NGF.

Article 2.4.2.3 Banquette et front

L'extraction est réalisée par fronts successifs de 3 m à 5 m.

[...]

La pente maximale des fronts à créer est adaptée pour en assurer la stabilité. Cette pente est au plus de 45° sur l'horizontale avec des banquettes de 5 m minimum.

Constats :

En termes de surface d'exploitation, la situation du site est en avance d'au moins une phase quinquennale. Au regard du plan de phase annexé à l'AP, le secteur en cours d'exploitation approche de la moitié de la 4^e phase quinquennale. En revanche, la remise en état des terrains est en retard par rapport à ce qui était envisagé.

Il n'y avait pas d'extraction lors de l'inspection, elle se déroule comme prévu et prescrit selon l'exploitant, notamment en termes de plages horaires.

Il a été constaté, au regard de la situation, que l'extraction est faite par fronts successifs de l'ordre de 5 m, selon le plan d'exploitation, le fond de fouille (le point bas) est situé à une cote de l'ordre de 97 m NGF, bien au-dessus de la cote minimale prescrite de 90 m NGF.

La pente maximale des fronts paraît adaptée pour en assurer la stabilité. Il a toutefois été constaté que pour les fronts internes en cours d'exploitation, la pente apparaît bien supérieure à 45° sur l'horizontale. La pente est vraisemblablement proche des 70° voir plus par front. La présence de banquettes de l'ordre de 5 m entre les 2 paliers confère toutefois une pente générale de paroi d'un peu plus de 50 %, ce qui correspond à ce que présentait l'étude de dangers de la demande d'autorisation d'exploiter.

Au niveau des fronts périphériques exploités en limite d'emprise, la pente est néanmoins plus faible et possiblement d'au plus 45°, voir moins.

L'inspection des installations classées rappelle pour mémoire que la remise en état prévoit un remblaiement partiel de l'excavation avec un raccordement en pente douce (de l'ordre de 20°) avec le terrain naturel.

L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant qu'il doit s'assurer que la pente maximale des fronts et la largeur minimale de banquette soient respectées pour la prochaine campagne d'exploitation (à priori en 2027).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Trafic - Circulation des engins et véhicules

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2016, article 2.4.3

Thème(s) : Risques accidentels, Trafic - Circulation des engins et véhicules

Prescription contrôlée :

Trafic à l'extérieur du site :

Un panneau de « Stop » et un marquage au sol sont présents sur la voie de sortie de la carrière, au niveau de l'intersection avec la route départementale n° 63.

Toutes dispositions sont prises pour que les véhicules sortant de l'installation et leur chargement ne soient pas à l'origine de nuisances par pertes de matériaux, envols ou dépôts chez des tiers ou sur la voie publique. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour que le chargement des véhicules sortant du site soit stabilisé afin de limiter les pertes de matériaux.

En complément, si besoin, l'exploitant assure le nettoyage de la RD n°63 et des portions de voies publiques impactées par son activité en accord avec les gestionnaires.

La contribution de l'exploitant à l'entretien et à la remise en état des voiries est régie conformément à l'article L.131-8 du Code de la Voirie Routière, notamment en cas de dégradation

anormale créée par l'exploitation de la carrière.

A l'intérieur du site :

Les véhicules circulent sur les pistes de circulation aménagées pour accéder aux installations (front d'exploitation, zone de stockage, aire de dépôt des matériaux inertes...). Les pistes ont une largeur adaptée à la circulation, des pentes inférieures à 15 % et la vitesse est limitée à 30 km/h.

Par temps sec, les pistes sont si besoin arrosées afin de limiter les émissions de poussières.

La piste reliant la zone de chargement des camions à la sortie de l'exploitation est aménagée avec des déchets de briques provenant de la briqueterie de l'exploitant.

La circulation sur le site est aménagée de manière à séparer au maximum les différents flux de trafic (engins, véhicules de transport internes ou externes, professionnels, particuliers, ...).

Un plan de circulation et une signalisation, visibles et explicites, sont en place à l'entrée et sur le site et précisent notamment :

- la limitation de vitesse ;
- l'emplacement de l'aire de dépôt des apports de matériaux inertes ;
- la présence de l'excavation et l'interdiction d'y déposer des matériaux.

Constats :

Un panneau « Stop » est présent sur la voie de sortie de la carrière, au niveau de l'intersection avec la route départementale n° 63, toutefois aucun marquage au sol n'est visible.

Il n'a pas été constaté de dépôts sur la voie publique, les véhicules de transport (argiles et remblais) circulent sur des pistes stabilisées (présence de briques cassées) ce qui limite des dépôts sur la voie publique.

La pente des pistes de circulation est faible (voire presque nulle pour les véhicules entrant et sortant du site). La signalisation limite la vitesse à 30 km/h sur le site.

Préalablement à l'inspection, il a été procédé à un arrosage des pistes.

La circulation est organisée sur le site et la plateforme d'accueil des inertes est distincte du secteur de chargement des camions à destination de la briqueterie.

Un plan de circulation et une signalisation, visibles et explicites, sont en place à l'entrée et sur le site. La limitation de vitesse, l'emplacement de l'aire de remblais, de dépôt et de la piste dédiée, ainsi que la présence de l'excavation sont indiquées. L'interdiction de déposer des matériaux dans l'excavation n'a toutefois pas été vue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit compléter la signalisation à l'entrée et sur le site pour préciser l'interdiction de déposer des matériaux dans l'excavation.

L'exploitant doit mettre en place un marquage au sol sur la voie de sortie de la carrière, au niveau de l'intersection avec la route départementale n° 63.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2016, article 2.4.5

Thème(s) : Autre, Plans

Prescription contrôlée :

article 2.4.5 Plans

Un plan d'échelle minimale de 1/1250^e de l'exploitation est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et doit indiquer explicitement :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;

- l'emplacement des bornes (y compris celles de nivellement) ;
- les limites du périmètre sur lequel porte l'extraction de matériaux ;
- les bords de fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation (et de remblaiement) ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les niveaux d'exploitation sont définis en m NGF, faisant apparaître notamment les cotes de fond de fouille, remblaiement et sommet des stocks ;
- la position des ouvrages voisins dont l'intégrité conditionne le respect d'une distance de sécurité et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Doivent également apparaître de manière distincte sur ce plan ou un plan complémentaire :

- les zones en cours d'exploitation ;
- les secteurs en eau ;
- les zones exploitées et remises en état et la nature du réaménagement effectué ;
- les zones exploitées en cours de réaménagement,
- les futures zones à exploiter ;
- la localisation du bassin de décantation, aire de ravitaillement et des stockages de matériaux ;
- la localisation des pistes, clôtures et accès.

Constats :

L'exploitant a communiqué un plan d'échelle minimale de 1/1250^e de l'exploitation, mis à jour le 01/04/2025.

Ce plan indique explicitement :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- l'emplacement des bornes (y compris celles de nivellement) ;
- les limites du périmètre sur lequel porte l'extraction de matériaux ;
- les bords de fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation (et de remblaiement) ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les niveaux d'exploitation sont définis en m NGF, faisant apparaître notamment les cotes de fond de fouille, remblaiement et sommet des stocks ;
- la position des ouvrages voisins dont l'intégrité conditionne le respect d'une distance de sécurité (clôture).
- les zones en cours d'exploitation ;
- les secteurs en eau ;
- il n'y a pas encore de zones exploitées et remises en état ou en cours de réaménagement final,
- les futures zones à exploiter ;
- la localisation du bassin de décantation, et des stockages de matériaux ;
- la localisation des pistes, clôtures et accès.

Le plan n'indique pas où est l'aire de ravitaillement et il n'en a pas été vue sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit préciser les conditions de ravitaillement des engins et indiquer l'emplacement de l'aire dédiée sur le plan.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Remblayage - Déchets admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2016, article 2.5.2.1.1 §II

Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage - Déchets admissibles

Prescription contrôlée :

Les déchets admis pour le remblaiement de l'excavation sont :

Code déchets	Description	Restrictions
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de site contaminé, triés
17 01 03	Tuiles et céramiques	
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

Constats :

La nature des remblais observés sur le site correspond visuellement à ceux autorisés. Un panneau présent à l'entrée du site précise « Matériaux acceptés : Terres Pierres Uniquement ». Dans les faits, des briques concassées sont également apportées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Remblayage - Procédure d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2016, article 2.5.2.1.2 et Article 2.5.2.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage - Procédure d'acceptation préalable

Prescription contrôlée :

2.5.2.1.2

L'exploitant d'une installation met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.

a) L'exploitant s'assure que les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées au point I de l'article 2.5.2.1.1.

b) Il s'assure que les déchets entrent dans la liste des déchets admissibles mentionnés au point II de l'article 2.5.2.1.1, et :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets ne proviennent pas de sites contaminés.

Les déchets qui n'entrent pas dans la liste des déchets admissibles mentionnés au point II de l'article 2.5.2.1.1 ne sont pas admis sur le site.

2.5.2.1.3

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;

- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

Constats :

Comme déjà précisé au point de contrôle n°1, l'exploitant sous-traite la gestion du remblaiement à la société Carrière des 4 Étalons. L'exploitant a précisé qu'il dispose d'un contrat de délégation avec la société Carrière des 4 Étalons. Ce document n'a pas été vu lors de l'inspection.

L'exploitant a présenté des documents, tous sont à l'entête de Carrière des 4 Étalons et précise néanmoins le site de la Touche de Saint-Germain-sur-Moines comme lieu de stockage des déchets.

A la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a notamment présenté un document intitulé Demande d'Acceptation Préalable (DAP) qui fait office du document préalable prévu par cet article. Le document (formulaire DAP) reprend l'ensemble des points visés par l'article.

La DAP remise concerne un chantier à Villedieu-la-Blouère. Elle a été signée par l'entreprise en charge des travaux le 12/05/2025.

Le volet transporteur du formulaire présenté n'est pas renseigné.

Le volet producteur du formulaire présenté n'est pas renseigné et le formulaire n'est pas signé par ce dernier.

En l'absence de signature du producteur, le document ne satisfait pas aux dispositions réglementaires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se mettre en conformité. Le document préalable doit comporter les informations prescrites.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Remblayage - Contrôles admission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2016, article 2.5.2.1.4

Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage- Contrôles admission

Prescription contrôlée :

L'accès au site est clos et interdit à toute personne non autorisée, y compris dans la plage horaire d'activité, en l'absence de personnel de la société Bouyer Leroux. Seules les personnes dûment autorisées par l'exploitant pourront accéder à la carrière.

L'apport de déchets inertes en dehors de la plage horaire de 7h00 à 18h00 ainsi que le week-end et les jours fériés est interdit.

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents

d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

Constats :

La gestion de l'accès et le contrôle des déchets sont assurés par le sous-traitant qui n'est pas sur le site. Plusieurs caméras sont présentes au niveau du pont bascule d'accès et de l'aire de déchargement afin de permettre d'identifier les véhicules apportant les déchets.

Un test (appel et caméras) a été fait en liaison avec la personne de la bascule qui est basée à la bascule de la Carrière des 4 Étalons. La barrière d'accès au site est normalement fermée. Seules les personnes autorisées par l'exploitant, via son le sous-traitant sont autorisées à accéder à la zone de dépôt.

Les horaires d'apport (7h30-12h00 «et 13h15-17h30, 16h30 le vendredi) sont affichés à l'entrée du site et s'inscrivent dans la plage prescrite.

Les différentes vérifications se font à distance. Un contrôle complémentaire est fait in-situ lorsque les déchets sont mis à leur destination finale.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Remblayage - Accusé d'acceptation-Registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2016, article 2.5.2.1.5 et article 2.5.2.1.6 et Article R541-43-1 du Code de l'environnement

Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage - Accusé d'acceptation-Registre

Prescription contrôlée :

Article 2.5.2.1.5

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 2.5.2.1.3 par les informations minimales suivantes :

- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;
- la date et l'heure du contrôle des déchets sur la plate-forme de déchargement.

Article 2.5.2.1.6

L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- l'accusé d'acceptation des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 2.5.2.1.4 et celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre, pour ce qui concerne les matériaux de remblaiement, est conservé par l'exploitant jusqu'à ce qu'il soit pris acte de la mise à l'arrêt définitif de l'installation par l'administration et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]

Constats :

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant, via son sous-traitant, délivre un bon de décharge qui fait office d'accusé d'acceptation à son client (à savoir l'entreprise en charge des travaux). Ce bon de décharge précise également le chantier du producteur des déchets.

Ce bon de décharge précise :

- le nom du transporteur et l'immatriculation du camion ;
- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;
- la date et l'heure du contrôle des déchets sur la plate-forme de déchargement.

Selon les indications de l'exploitant, à ce bon est associé une photo de l'immatriculation du véhicule apportant les déchets ainsi qu'une photo du chargement lors du passage du véhicule sur le pont bascule.

Excepté le destinataire du bon de décharge, le document comporte les informations requises.

L'ensemble des informations collectées est saisi dans le système informatique de Carrière des 4 Étalons (logiciel Carsabe de gestion de déchets). Ces données permettent de constituer le registre prescrit.

Il n'a pas été examiné, lors de l'inspection si le transfert vers le registre national (données électronique centralisée) est effectué correctement.

Préalablement à la visite, l'examen fait par l'inspection des installations classées, des informations concernant l'exploitant (Bouyer Leroux) qui figurent dans Track déchets (registre national qui se substitue aujourd'hui à l'ancien registre (RNDTS)) n'a pas permis d'identifier les données relatives aux apports sur ce site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit préciser comment le producteur du déchet est informé du document (accusé d'acceptation) délivré.

L'exploitant doit justifier que le registre national des déchets est renseigné pour le site de la Touche objet de l'inspection. L'inspection des installations classées rappelle que la transmission des informations dans ce registre doit avoir lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Point de rejet des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2016, article 3.2.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Point de rejet des eaux

Prescription contrôlée :

Les eaux collectées en fond de fouille sont dirigées vers un bassin de décantation d'une capacité de l'ordre de 4 500 m³ (pour une surface de 3 000 m²). Après décantation, les eaux sont dirigées gravitairement via des drains vers la zone humide conservée à l'ouest du site.

Constats :

Comme déjà indiqué, la décantation est « scindée » et effectuée dans 2 bassins. Le bassin de décantation primaire dispose selon les indications du plan d'exploitation d'une capacité de l'ordre de 4 600 m³. Depuis ce bassin, par débordement gravitaire, les eaux peuvent rejoindre des drains de briques cassées pour rejoindre la zone humide adjacente. Le dispositif de drainage a été mis en place à l'origine avec l'appui du CPIE (expert écologue).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Surveillance des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2016, article 3.2.6.1 et 3.2.6.2

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux

Prescription contrôlée :

Article 3.2.6.1 Rejets canalisés

L'exploitant réalise une analyse annuelle portant au moins sur les paramètres prévus à l'article 3.2.4.1 au niveau des eaux du bassin de décantation.

L'exploitant assure un suivi du volume des eaux d'exhaures.

Article 3.2.6.2 Eaux souterraines

[...]

L'exploitant réalise ensuite une analyse tous les 2 ans portant au moins sur les paramètres prévus à l'article 3.2.5.1 au niveau des eaux présentes dans le fond d'excavation.

L'exploitant effectue également, tous les ans, en période de basses eaux et en période de hautes eaux, une mesure du niveau d'eau dans les plans d'eau, puits et forage situés à moins de 350 m de l'excavation.

Constats :

L'exploitant a communiqué des résultats de suivis des analyses d'eaux du bassin de décantation de 2021 à 2025 (documents Géoscop du 06/05/2025), correspondant aux eaux d'exhaure préalables aux campagnes d'extraction.

Sur ces résultats, il apparaît que les valeurs mesurées en 2021, 2022 et 2025 des concentrations pour les MES qui sont respectivement de 130 mg/l, 91 mg/l et 70 mg/l sont bien au-dessus de la valeur réglementaire fixée à 35 mg/l pour les eaux rejetées.

Le document précise toutefois qu'aucun rejet n'avait lieu lors des prélèvements, bien que des campagnes d'extraction ont eu lieu en 2021, 2023 et 2025. En outre, le document indique que les analyses portent sur des échantillons d'eau prélevés ponctuellement dans le bassin de décantation.

En l'absence de rejet des eaux analysées, les suivis réalisés ne permettent pas de connaître la conformité des rejets.

L'inspection a montré que l'exploitant avait scindé le bassin de décantation initialement prévu. Le dernier bassin de décantation est au sud-est de la parcelle ZD n°12. Le rapport ne précise pas si le prélèvement est fait dans ce dernier bassin.

Lors de la prochaine campagne d'exhaure (à priori en 2027) préalable à l'extraction, l'exploitant devra effectuer son suivi lors d'une campagne de rejet d'eau. Il convient de noter que l'échantillon d'eau qui fera l'objet de l'analyse devra être prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures comme le prévoit l'article 3.2.4.1 de l'arrêté préfectoral.

Le suivi du volume des eaux d'exhaure n'a pas été examiné lors de l'inspection, ni communiqué par l'exploitant.

L'exploitant a communiqué les résultats de suivis des eaux en fond d'excavation de 2023 et 2025 (documents Géoscop du 06/05/2025). L'examen post-inspection de ces suivis fait apparaître des augmentations de concentrations sur certains paramètres pour lesquels l'inspection des installations classées souhaite avoir l'analyse, les commentaires, le cas échéant ses propositions d'actions de l'exploitant (en termes d'origines, d'impacts attendus, voire d'extension). Les principaux paramètres et augmentations concernés sont les chlorures (+69%), les orthophosphates (+ 73%), les fluorures (+60%), l'arsenic (+493%), le cuivre (+88%), l'antimoine (+200%), le molybdène (+161%).

L'exploitant a communiqué des résultats de suivis de 10 puits et de 6 plans situés autour de l'excavation. Bien que l'usage de chacun de ces ouvrages ne soit pas connu, au regard des suivis, les variations des niveaux apparaissent cohérentes avec les variations saisonnières.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier du respect des valeurs prescrites à l'article 3.2.4.1 au niveau des eaux d'exhaure rejetées, lors de la prochaine campagne d'exhaure préalable à l'extraction. L'analyse portera sur un échantillon d'eau prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures.

L'exploitant doit justifier que le volume des eaux d'exhaure est suivi.

L'exploitant doit effectuer une analyse des évolutions des concentrations observées sur résultats des analyses de l'eau présente en fond d'excavation. Au regard de cette analyse, l'exploitant

exposera dans ces commentaires les origines, les impacts attendus, voire d'extension et le cas échéant, ses propositions d'actions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Surveillance des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2016, article 3.3.4

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions sonores

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait réaliser dès le début de l'exploitation puis tous les ans et à ses frais des mesures des émergences et des vérifications des niveaux d'émissions sonores en périodes diurne et nocturne (lors de la première période d'activité nocturne notamment) par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement pendant des phases représentatives d'activité.

Les mesures des émissions sonores sont effectuées, selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les niveaux sonores en limite de propriété sont contrôlés au moins aux emplacements listés à l'article 3.5.3 du présent arrêté.

Les émergences sont contrôlées au moins au niveau des habitations repérées par les points B1 (« Le Patis »), B2 (« La Touche »), B3 (« La Brétinière »), B4 (« Les Roulières »), du plan annexé au présent arrêté.

L'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires et informe l'inspection des installations classées.

Si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle (retour à une fréquence annuelle le cas échéant).

Un plan localisant les points de suivi des niveaux et des émergences est annexé au présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a communiqué un rapport de mesures (Géoscop de janvier 2024) diurnes faites le 18/07/2023 lors de la campagne d'extraction. Les mesures sont faites aux points de contrôles prévus, et tous les résultats sont conformes, aussi bien les niveaux en limite de site que ceux des émergences dans les zones à émergences réglementées.

En limite de site, le niveau le plus élevé est à la pointe est de la parcelle ZD17 avec un LAeq = 54,5 dB (A), pour une valeur max autorisée de 70 dB(A). Concernant les émergences, la valeur la plus élevée est à la Brétinière avec 6 dB(A) soit la valeur limite autorisée.

L'exploitant n'a pas communiqué de résultats de mesures en période nocturne, bien que la plage horaire d'activité s'étende sur le site de 5h00 à 22h00.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier de l'absence d'activité en période nocturne. À défaut, l'exploitant doit procéder à des mesures des émissions sonores lors d'une période nocturne d'activité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 jours